

L'EXTRÊME DROITE DANS LE MONDE, LA MONTÉE DE TOUS LES PÉRILS

Partout dans le monde, les représentant-es de l'extrême droite distillent la haine envers plusieurs catégories de personnes, tentent de diviser les travailleur-ses, et lorsqu'ils sont au pouvoir cassent les conquits sociaux et répriment à tout va !

Lutter contre l'extrême droite c'est prendre la mesure de son poids et de la diffusion partout dans le monde de son idéologie et de ses pratiques qui ont pu la mener au pouvoir au Brésil, en Inde, en Hongrie, en Pologne ou bien dans le cadre d'alliances comme en Suède et en Italie. Les 4 années de Trumpisme ont laissé une trace tout aussi nauséabonde et durable aux États-Unis.

Le racisme et la xénophobie n'ont pas changé, ils restent même la matrice première de tous ces mouvements, la nouveauté c'est sans doute qu'ils se sont banalisés et qu'ils sont désormais suffisamment installés dans les sociétés et légitimés par les pouvoirs en place pour que l'essentiel du travail de propagande de l'extrême droite se porte ailleurs, notamment sur les questions sociales, et les inégalités engendrées par le système capitaliste.

C'est ce qui explique en partie ses succès et son audience auprès de populations abandonnées et livrées à une mondialisation libérale. Le capitalisme non seulement s'accommode fort bien d'un pouvoir fasciste ou fascisant, mais peut en faire le choix en période de crise.

UN TAPIS ROUGE DÉROULÉ À L'EXTRÊME DROITE PAR LES GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS

S'il n'est pas nouveau que les pouvoirs en place usent de la thématique raciste (« le bruit et l'odeur » de Jacques Chirac, le « Karcher » de Nicolas Sarkozy), aujourd'hui, de nombreux partis

n'hésitent plus à franchir un cap dans la diffusion de ces idées notamment à travers des propos ou lois racistes et/ou stigmatisant une catégorie de la population : « loi sur les signes religieux à l'école », du 15 mars 2004, « Loi séparatisme », « l'islamo-gauchisme » de F. Vidal et de JM. Blanquer, lois immigration de Darmanin, idée de « grand remplacement » reprise par Valérie Pécresse, la gestion des « flux migratoires » et non des réfugié-es qui fuient les guerres impérialistes, les bouleversements climatiques, la pauvreté induite par l'exploitation des ressources due à la voracité des multinationales...

La responsabilité du gouvernement actuel (et des précédents), de certains partis libéraux et certains médias, dans la montée de l'extrême droite et de ses idées est donc indéniable, d'autant plus lorsqu'une politique de plus en plus répressive, liberticide (répression du mouvement syndical lors de la lutte contre la loi Travail, passages, répression des gilets jaunes, schéma national de maintien de l'ordre, loi OPMI, etc.), de casse du code du travail et de la Fonction publique est à l'œuvre. L'extrême droite a ainsi un chemin pavé devant elle !

Pour autant, l'extrême droite reste la pire ennemie des travailleur-ses, et elle représente un réel danger pour la démocratie et pour toute la population.

En France, la perspective d'une prise de pouvoir par l'extrême droite et le danger du fascisme progressent dangereusement

La contamination par les idées d'extrême droite de nombreux-ses électeur-trices atteint un niveau record depuis la chute du nazisme et du pétainisme. L'extrême droite, dont le principal mouvement le Front National, rebaptisé Rassemblement National en 2018, a réussi à passer de 4,5 millions de suffrages aux présidentielles de 1995 à 10,6 millions au second tour des présidentielles de 2017 puis 13,2 millions au second tour des présidentielles de 2022 ¹.

¹ Dans une note du Cevipof on constate aussi que Le Pen a gagné 9 points aux élections présidentielles chez les agent-es public-ques entre 2017 et 2022, et notamment un score de 27 % chez les cadres A et un score de 25 % chez les enseignant-es.



L'entrée au Parlement de 89 député-es RN en juin 2022 est une nouvelle alerte majeure. En effet, le RN va empocher près de 10,3 millions d'euros de dotations publiques par an ce qui va certainement lui permettre de rembourser sa dette. Et avec plus de 300 attaché-es parlementaires, la professionnalisation du parti est en marche, tout comme sa normalisation en participant ou en dirigeant des groupes parlementaires, commissions, etc., parfois avec les voix de la droite.

La construction d'une nouvelle force, y compris électorale, d'extrême droite sous la bannière de Reconquête peut malheureusement élargir le spectre du fascisme, d'autant plus avec la stratégie à l'œuvre de l'Union des droites et le possible basculement de tout ou partie des Républicains.

Avec l'arrivée de Marine le Pen à la tête du FN, la volonté d'accession au pouvoir s'est traduite par la mise en œuvre d'une stratégie de « dédialabolisation ». En alliant thématiques pseudo-sociales, image de respectabilité et thématiques classiquement racistes, le RN a réussi à imposer une partie de son discours dans la société, et dans une partie large de la classe politique.

Les grands médias, traditionnellement aux mains de la classe dominante, participent de cette banalisation, mais c'est la stratégie de Bolloré qui paraît la plus inquiétante en portant quasi explicitement un projet d'extrême droite.

Le constat factuel de la montée électorale de l'extrême droite, de la présence de plus en plus importante de groupes satellites violents, de l'imprégnation grandissante des idées d'extrême droite dans la population... Tout ceci nous donne une responsabilité historique majeure dans une situation que l'on a rarement connue aussi périlleuse.

L'extrême droite est capitaliste !

Il est essentiel de comprendre et de porter sur les lieux de travail et de vie que l'extrême droite est l'ennemie des travailleur-ses. Pour le RN, la hausse des salaires passe par l'exonération de cotisations patronales. Ce qui revient à détruire le salaire socialisé et la Sécurité sociale. Les augmentations de salaires et de traitement dans la Fonction publique passent par des suppressions de postes. Le RN porte le recul de l'âge de départ à la retraite, réserve la retraite à 60 ans avec 40 annuités aux Français-es entré-es dans la vie active avant l'âge de 20 ans. Zemmour porte la fin des aides sociales et de l'aide médicale d'État pour les étranger-es hors-UE. Il ne veut pas augmenter le salaire brut mais augmenter les primes pour « travailler plus pour gagner plus ». Il veut baisser les impôts de production pour les entreprises et ne rétablira pas l'ISF. Il veut augmenter l'âge de la retraite à 64 ans.

L'extrême droite divise et met en opposition le monde du travail : elle fait ainsi le jeu du patronat. Elle porte un projet de régression sociale, et notamment d'austérité avec une casse du Service public et une diminution drastique du nombre de fonctionnaires. L'extrême droite s'est toujours placée du côté du patronat lors des mouvements de grève, n'hésitant pas régulièrement à jouer les gros bras !

Les premiers votes du RN à l'Assemblée nationale démontrent son imposture sociale. Il a voté contre l'augmentation du SMIC, l'indexation des salaires sur l'inflation, l'encadrement des salaires, le blocage des prix de première nécessité, la gratuité des premiers mètres cube d'eau, la gratuité des cantines et fournitures scolaires pour les plus modestes, la revalorisation des petites retraites, la garantie d'autonomie à 1063 €, le gel des prix

des loyers, l'augmentation des hébergements d'urgence, le rétablissement de l'ISF, la taxe sur les superprofits, la taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros, l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe, le milliard d'euros à la lutte contre les violences faites aux femmes.

Il a voté pour la fin des droits au chômage après abandon de poste, la fin des allocations chômage pour les employé-es refusant un CDI à la fin de leur CDD, la réduction des droits au chômage des étranger-es hors UE, l'interdiction de la présence d'étranger-es au sein des instances représentatives du personnel, la limitation du droit de vote des travailleur-ses précaires aux élections professionnelles, la hausse de la défiscalisation des heures supplémentaires, la suppression de la redevance audiovisuelle, l'exclusion de l'achat de mangas du pass culture, l'interdiction de l'écriture inclusive.

Racisme, sexisme, LGBTQIAphobies

L'idéologie fasciste que porte l'extrême droite repose sur un discours nationaliste mettant en avant « la solidarité nationale interclassiste » en lieu et place de la lutte des classes. Ce discours s'articule avec des positions racistes, islamophobes, antisémites, misogynes et LGBTQIAphobes qui ont pour effet de renforcer l'oppression violente des femmes et des minorités.

L'extrême-droite montre notamment une LGBTQIphobie permanente. Un exemple : Éric Zemmour déclara le 9 février 2022 : « Les LGBT sont un lobby et des gens qui essayent d'influencer la politique nationale au détriment de la majorité, qui veulent imposer leur vision du monde au détriment de la vision du monde de la majorité. » Zemmour parle de « lobby LGBT » comme il pourrait parler des « juif-ves » dans un mélange entre antisémitisme, homophobie et com-

plotisme. Le RN, lui, n'a jamais caché son opposition au « Mariage pour toutes et tous ». Ce discours est à resituer dans la vision patriarcale de la société rêvée par l'extrême droite.

Quels que soient les partis d'extrême-droite, ils entendent décider à la place des femmes de ce qui est bon pour elles, et surtout, de ce qui est bon que les femmes soient pour les hommes. Leurs revendications entérinent l'ordre patriarcal, voire le radicalisent. Alors que Reconquête fait des femmes, du féminisme et des personnes LGBTQIA+ l'ennemi principal, promeut le masculinisme et valorise les agressions sexuelles à l'égard des femmes car relevant de qualités viriles, le RN, de son côté, poursuit sa ligne du féminisme de façade. Prétendant dénoncer les violences faites aux femmes et les féminicides, le RN s'empresse de faire l'amalgame avec les questions d'immigration et d'islamisme, suspectant tout-e étranger-e d'en être la cause. Parallèlement à cela, ces dernières années ont vu se développer des groupes féminins d'extrême droite, proches de milieux traditionalistes ou de groupuscules violents, à l'image des Némésis, eux aussi surfant sur l'amalgame entre la sécurité des femmes et l'immigration.

Les idéologies d'extrême-droite sont un véritable danger pour les droits fondamentaux des femmes. Elles sont contre le droit des femmes à disposer librement de leur corps, puisqu'elles sont contre l'IVG, contre l'émancipation économique des femmes et pour leur domestication, elles prônent une structure familiale hétéronormée, elles sont intolérantes et xénophobes : elles visent à imposer une conception néocoloniale des droits des femmes.

Ces volontés discriminatoires ne sont pas étonnantes puisque l'extrême-droite, encore aujourd'hui et malgré ses tentatives de le masquer, reste un courant politique profondément

raciste et islamophobe. Sur le fond, la politique de « préférence nationale » préconisée par le RN est simplement une politique raciste. Le RN, avec aujourd'hui Reconquête, constitue la composante la plus brutalement raciste du paysage politique. Leurs discours continuent de viser prioritairement les musulman-es et les migrant-es. En réalité, le RN a réussi à rendre acceptable les discours xénophobes et à faire d'un supposé clivage « français contre étranger-es » un thème central de la vie politique.

Un danger majeur pour la démocratie

Le projet du RN (comme de l'ensemble de l'extrême droite) le démontre : droit de présomption de légitime défense pour la police, augmentation sans précédent des effectifs, moyens et budgets de la police et de l'armée, augmentation du nombre de places dans les prisons, rétablissement des peines planchers et instauration de la perpétuité réelle, concentration des pouvoirs par la baisse du nombre de député-es et sénateur-trices, musèlement de toute forme de contre-pouvoirs, dont les syndicats, interdiction des manifestations, répression tous azimuts. Voilà quelques exemples marquants du programme du RN en la matière. Si Macron pave largement la route à ces dangers, l'accession du RN au pouvoir marquerait une accélération sans précédent de la violence d'État et une réduction drastique de la démocratie, dans un premier temps et dans un objectif d'anéantissement total in fine. Et ce, sans parler des groupuscules violents qui se verront déléguer officieusement la violence de rue sans être inquiétés par le pouvoir en place, alors même que ceux-ci sont déjà à l'œuvre depuis plusieurs années avec un nombre croissant d'agressions contre des personnes, des attaques contre des manifestations, locaux syndicaux, de projets d'attentats, etc. L'exemple de Lyon est particulièrement frappant à ce

sujet, et dans nombre de villes françaises les groupuscules violents n'hésitent plus à se montrer et à tenter d'imposer leur loi.

Eco-fascisme

Tout courant politique est aujourd'hui contraint d'aborder les thèmes écologiques. Historiquement, l'extrême-droite est productiviste et a porté un discours contestant largement les données scientifiques sur une base climato-sceptique. Le discours de l'extrême-droite aborde désormais les questions écologiques avec une vision courte se limitant à notre territoire national et ne fait aucune proposition contre le productivisme et le capitalisme effréné qui détruit notre planète. Les partis d'extrême droite opposent les peuples du nord et du sud, sabotent la nécessaire solidarité mondiale qui doit se mettre en place. Ainsi, la notion de souveraineté alimentaire et la notion de circuit-court se résument au développement d'un certain localisme et une vision pétainiste du rapport à la terre « qui ne ment pas » face à des immigré-es par définition « déraciné-es ». Les propositions en termes d'écologie sont électoralistes et vont toujours de pair avec leurs discours racistes, capitalistes et rétrogrades. Ceci est l'une des visions de l'écofascisme. Sa deuxième vision consiste en une dérive autoritaire pour répondre aux défis écologiques de notre temps, dérive dont les prémices se retrouvent dans la fermeture des frontières et dans des régimes technocratiques qui entendent imposer des réponses par le haut à la crise écologique.

Les attaques de l'extrême droite dans nos champs professionnels

Les questions de l'insuffisance des moyens, de la dégradation des conditions de travail, des inégalités scolaires et sociales des élèves n'existent pas dans le programme de l'extrême droite. L'extrême droite a une vision

réactionnaire et antirépublicaine de l'école en accentuant la ségrégation sociale en favorisant l'enseignement privé - y compris confessionnel - ou les établissements publics entrant dans le jeu de la concurrence et en diffusant une idéologie réactionnaire via le service public d'Éducation. Cela se traduit concrètement, par exemple pour le RN, par le développement d'« internats d'excellence » en instaurant une « priorité nationale ». Bref, généraliser un dispositif inefficace en y ajoutant un aspect explicitement raciste.

Le déclinisme se retrouve dans un discours autoritaire, des mesures rétrogrades (les blouses à l'école), mettant en avant l'école de la III^e République dont on sait qu'elle était en réalité profondément inégalitaire. Dans cette logique, la suppression du « collège unique » vise à orienter dès la 6^e les élèves des classes populaires vers l'apprentissage. D'ailleurs, Zemmour parle d'une « école sélective et méritocratique ».

Le déclinisme se retrouve aussi dans des attaques contre le supposé « pédagogisme », Zemmour préférant « les méthodes traditionnelles d'acquisition des savoirs », le « par cœur », la leçon magistrale, l'autorité du maître. Il tente d'organiser sur le local des collectifs de parents réactionnaires chargé-es de dénoncer les pratiques pédagogiques des enseignant-es qu'il qualifie de « woke ». Il s'agit là d'une attaque en règle contre notre vision émancipatrice de l'école.

Évidemment, on ne trouve rien dans les propos de cette extrême droite qui entendrait freiner la mise à mal de l'ESR par les politiques et mesures néo-libérales portées par le gouvernement Macron comme les précédents depuis 20 ans. Bien au contraire, iels entendent l'amplifier ! Par ailleurs, le climat nauséabond entretenu par l'extrême-droite remettant régulièrement en cause les liber-

tés académiques des chercheur-ses et enseignant-es-chercheur-ses, mettent en danger des pans entiers de recherche et donnent confiance aux groupuscules néofascistes les plus violents qui n'hésitent pas à agresser des militant-es étudiant-es dans la rue ou sur les campus, à l'image de l'attaque subie par des étudiant-es en lutte à Montpellier, en 2018, par une milice cagoulée et armée en service commandé par le Doyen de la fac de droit de l'époque.

Ce climat nauséabond donne également confiance aux groupes réactionnaires qui visent à entraver ou à annuler des manifestations scientifiques et à réécrire l'histoire au nom de la "liberté d'expression" prétendument menacée par l'avènement du "politiquement correct" et du "wokisme".

Dans le domaine de la culture, le mépris affiché par les militant-es d'extrême droite à l'égard de l'art contemporain, son attachement au roman historique et son rejet de la diversité des regards et de la mise en question des préjugés, notamment à l'égard des œuvres produites par des femmes ou mettant en scène des femmes sont incompatibles avec leur émancipation. C'est qu'une éducation ou une culture qui émancipe est contraire au projet fasciste de l'extrême droite : cela se traduit par exemple par la volonté de détruire toute l'éducation populaire.

Concernant la formation professionnelle, on retrouve dans l'extrême droite une vision fantasmée de l'apprentissage comme seul vecteur de formation et dans l'objectif unique de répondre aux besoins des entreprises, et faisant entrer les jeunes de plus en plus tôt dans le monde du travail.

Enfin, le sport, loin de notre vision populaire, émancipatrice et d'éducation populaire, est l'occasion pour l'extrême droite de développer ses thèmes nationalistes et discriminants.

39. Ces 2 dernières années ont été, elles, marquées par la pandémie de Covid, crise sanitaire et sociale encore inédite, entraînant peur, stress, sidération et colère. Dans son sillage, la mouvance complotiste s'est sérieusement répandue et renforcée avec son lot de fake news, aidée par la gestion calamiteuse de la crise sanitaire par le gouvernement Macron, les revirements, les non-dits, ainsi que par son instrumentalisation de la peur pour imposer des mesures autoritaires. Ainsi, la colère d'une partie des travailleur-ses a été détournée des véritables problèmes. En lieu et place des revendications pour l'hôpital public, ce sont des revendications contre les vaccins qui ont pris le dessus. En lieu et place des revendications sur les libertés collectives, ce sont les revendications sur les libertés individuelles qui sont prédominantes. En lieu et place des revendications sur le financement pérenne de la recherche publique ou la nationalisation des entreprises pharmaceutiques, la levée des brevets sur les médicaments/vaccins, les mouvances complotistes ont surfé sur la colère contre Macron en jetant le discrédit sur l'ensemble de la communauté scientifique et médicale. Et derrière tout cela, l'extrême droite en embuscade ! Mouvance antivax, historiquement rattachée aux mouvements catholiques intégristes et pro-vie, Qanon, les « platistes », l'anthroposophie. Toutes et tous mettant en avant, plus ou moins clairement le thème du grand complot antisémite des élites juives et des banquier-es contre la population. En effet, l'antisémitisme est au coeur du complotisme.

L'extrême droite développe dans cette même logique la théorie complotiste du grand remplacement qui ne repose sur aucun fait objectif mais bien sur des émotions et une xénophobie et un racisme assumé-es.

RÉSO 4

36

Le Lien N°217 - sept. 2023

Aussi légitime que soit la colère contre la politique de Macron et des précédents gouvernements, les syndicalistes doivent garder la tête froide et raisonner et agir, sur le terrain, en s'appuyant sur les valeurs de la CGT.

L'action syndicale contre l'extrême droite

Hier comme aujourd'hui les syndicalistes se doivent d'être dans l'action contre la propagation de l'extrême droite et de ses idées, d'autant plus que cette dernière a toujours eu comme objectif d'éradiquer le syndicalisme.

La FERC sera de tous les combats contre l'extrême droite dont elle dénonce les impostures sociales, féministes et écologistes et le projet de discrimination généralisée. Elle porte un projet de société émancipateur qui s'appuie sur un internationalisme ouvert et adelphique, l'égalité des droits entre les peuples et entre toutes les travailleur-ses, la reconnaissance universelle des droits des personnes LGBTQIA+, l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Feuille de route

La FERC s'engage pour le prochain mandat à renforcer son action contre les idées et les pratiques de l'extrême droite.

Formation syndicale

La FERC s'engage à :

- > pérenniser le stage fédéral « Combattre syndicalement l'extrême droite, ses idées, ses pratiques » à Courcelle et à le mettre en œuvre en région en l'adaptant à nos champs de syndicalisation ;

- > monter des journées d'études pour démontrer l'imposture sociale de l'extrême droite, si possible intersyndicales ;

- > monter des formations spécifiques à destination des élu-es en CAP pour

défendre les collègues victimes de discriminations ;

- > démultiplier les formations « pédagogies et syndicalisme ».

- > orienter les adhérent-es vers des formations Animation Lutte et Sécurité ciblant la défense des locaux, des actions syndicales et des cortèges face aux violences de l'extrême droite.

Outils des camarades de la FERC

La FERC continuera à produire régulièrement du matériel CGT contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques. Tracts, affiches, articles, 4 pages, etc.

La FERC, en concertation et en collaboration avec les syndicats des différents champs professionnels pourra éditer des fiches argumentaires et du contenu numérique audiovisuel dans des formats adaptés, pour combattre l'extrême droite (par exemple extrême droite et éducation, extrême droite et formation professionnelle, etc.).

Lien avec la Confédération

La FERC s'engage à renforcer son implication au sein du collectif fédéral contre les idées d'extrême droite et à en populariser les actions et formations. Elle appuiera tous les échanges et travaux possibles avec les autres organisations de la CGT.

Participation à VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes)

Comme d'autres, le combat contre l'extrême droite ne peut se mener par la CGT seule.

La FERC renforcera le travail intersyndical sur cette thématique, y compris en pérennisant son adhésion à VISA et en menant une campagne active pour aider au développement de collectifs VISA locaux avec les autres organisations syndicales adhérentes. La FERC continuera de promouvoir

les publications de VISA auprès de ses organisations fédérées. La FERC invite ses organisations fédérées à adhérer à VISA.

Par ailleurs, la question de l'unité contre le fascisme est primordiale et la FERC continuera de proposer ou de participer à des initiatives unitaires, y compris avec les organisations politiques et les associations qui portent un projet de progrès social.

Renforcer notre rôle d'éducateur-trice contre le projet de l'extrême droite

Dans l'ensemble des champs de la FERC, les militant-es sont au contact de jeunes, élèves, étudiant-es, stagiaires. La FERC se donne comme objectif d'aider à construire des collectifs militants qui fassent vivre le projet fédéral d'école et de transformation de la société.

Cela passe par la formation, notamment des stages liant syndicalisme et pédagogies, notamment les pédagogies féministes visant à l'émancipation de toutes et tous par la conscientisation et la déconstruction des enjeux de pouvoir qui sont à l'opposé des formats autoritaires des idéologies d'extrême-droite.

Positionnement vis-à-vis des élu-es d'extrême droite

Bien que les néo-libéraux-ales au pouvoir mènent une politique antisociale, climaticide et liberticide et que Macron se place dans la lignée des néo-libéraux-ales autoritaires qui, par leur politique, ouvrent la voie au fascisme, notre positionnement face aux élu-es d'extrême droite ne peut être le même que face aux tenant-es du pouvoir.

Dans les années 30, la montée du fascisme et du nazisme a procédé d'une manipulation des crises économiques et démocratiques, en y apportant soi-disant des « réponses »

et en désignant des boucs-émissaires. Les élu-es d'extrême droite portent un projet de société radicalement opposé à celui de la FERC qui se base sur la division et l'exclusion dont nous ne pouvons rien attendre. À l'instar de la Confédération, la FERC invite ses militant-es à refuser tous liens avec les député-es de l'extrême droite et à refuser de répondre à leurs questions et sollicitations.

Les militant-es et syndiqué-es de la FERC sont aussi amené-es à côtoyer les élu-es de l'extrême droite dans les instances de leurs établissements (conseiller-e municipal-e, départemental-e, régional-e). Iels ne peuvent répondre de manière individuelle. La position à adopter doit être débattue et construite collectivement au sein du syndicat pour ne pas laisser les syndiqué-es isolé-es, en s'appuyant sur les formations dispensées par la FERC ou la Confédération.

De la même manière il y a urgence à outiller les militant-es pour qu'ils puissent agir lorsque des groupuscules d'extrême droite ou des élu-es s'invitent dans les manifestations syndicales.

Auprès de l'administration notamment les ministères, les rectorats et les mairies, la FERC portera ces positions. Elle réagira contre tous manquements à la lutte contre les discriminations dont elle aura connaissance, notamment lorsque des chef-fes d'établissements remettent en cause (soit volontairement soit sous la pression des réactionnaires) l'éducation à la sexualité et à la vie affective, la lutte contre le sexisme, le racisme, les LGBTIQIaphobies, etc. comme cela s'est passé ces dernières années à différents endroits.

La FERC portera auprès des ministères de mettre en avant les journées internationales pour les droits des femmes (8 mars), contre l'islamophobie (15 mars), contre le racisme (21 mars), contre l'homophobie

(17 mai). Elle demandera le retour de la semaine contre le racisme où le MENJS, les organisations syndicales et la presse de jeunesse menaient des initiatives communes.

Cas de militant-es exprimant des idées d'extrême droite

La CGT n'est malheureusement pas imperméable à l'imprégnation des idées de l'extrême droite. Au 1^{er} tour de l'élection présidentielle 2022, 26 % de personnes interrogées se sentant proches de la CGT ont voté pour un ou une candidat-e d'extrême droite (Marine Le Pen, Zemmour ou Nicolas Dupont-Aignan). Ce même sondage indiquait 17 % en 2017 et 10 % en 2012.

La FERC fait la différence entre des syndiqué-es qui peuvent avoir des propos ambigus y compris des propos discriminatoires et des syndiqué-es qui afficheraient volontairement leur proximité avec des partis d'extrême droite, qui y militeraient ou qui appelleraient à voter pour leurs candidat-es.

Pour les premier-es, il s'agit tout d'abord de rappeler les valeurs de la CGT puis d'effectuer un travail d'éducation populaire, de conviction, de déconstruction des préjugés systémiques qui passe par la formation syndicale pour les faire évoluer avant tout autre action.

Pour les second-es, leur posture est contraire aux statuts confédéraux et aux valeurs de la CGT. La FERC apporte des modifications statutaires : leur retirer tous les mandats fédéraux qu'ils pourraient avoir dans ses instances propres ou dans des collectifs de travail auxquels elle participe.

Elle prendra contact avec le syndicat auquel le ou la syndiqué-e appartient pour envisager son exclusion de la CGT.

La FERC propose de construire une procédure type pour que l'ensemble de ses organisations fédérées puissent avoir un cadre commun, incluant des propositions de modifications statutaires que l'ensemble des syndicats pourrait adopter.

Durant ce mandat, la FERC engagera une réflexion sur le maintien des luttes et sur la manière d'assurer la continuité de notre organisation si le RN arrivait au pouvoir et fera des propositions en vue du congrès fédéral de 2026, soit un an avant les présidentielles de 2027.

Un travail de veille sera mis en place pour recenser les attaques subies de l'extrême droite dans nos champs professionnels, ainsi que sur les agissements de député-es d'extrême droite.

La FERC s'engage à recenser et condamner les attaques d'organisation fascistes et d'extrême-droite sur les différentes écoles, collèges, lycées, campus, universités et dans l'ensemble des lieux d'étude et de travail, visant des élèves, étudiant.es, enseignant.es, et agent.es engagé.es dans une lutte syndicale et antifasciste.

Ce travail peut s'effectuer dans un cadre intersyndical, notamment en renforçant VISA.

La FERC mettra tout en oeuvre pour empêcher l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir.

